

<u>1</u>	<u>Introduction</u>	1
<u>2</u>	<u>Asie – Le miracle économique</u>	3
<u>2.1</u>	<u>L’essor</u>	3
<u>2.2</u>	<u>Les valeurs asiatique</u>	5
<u>3</u>	<u>La crise asiatique</u>	6
<u>3.1</u>	<u>Le déroulement de la crise</u>	6
<u>3.2</u>	<u>Les origines de la crise</u>	7
<u>3.2.1</u>	<u>Causes internes</u>	7
<u>3.2.2</u>	<u>Causes externes</u>	9
<u>3.3</u>	<u>Conséquences</u>	10
<u>4</u>	<u>Acteurs clés de la crise</u>	14
<u>4.1</u>	<u>Le Japon</u>	14
<u>4.2</u>	<u>Les USA</u>	14
<u>4.3</u>	<u>La Chine</u>	15
<u>5</u>	<u>Amorces et solution</u>	17
<u>5.1</u>	<u>ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique)</u>	17
<u>5.2</u>	<u>FMI (Fonds Monétaire International)</u>	19
<u>5.3</u>	<u>Réformes structurelles et systèmes de préalerte</u>	20
<u>6</u>	<u>Cinq ans après la crise</u>	22
<u>6.1</u>	<u>Analyse de la situation</u>	23
<u>6.1.1</u>	<u>La Malaisie</u>	23
<u>6.1.2</u>	<u>La Thaïlande</u>	23
<u>6.1.3</u>	<u>Singapour</u>	24
<u>6.1.4</u>	<u>L’Indonésie</u>	25
<u>6.1.5</u>	<u>La Corée</u>	26
<u>6.2</u>	<u>Le rôle du Japon aujourd’hui et demain</u>	27
<u>6.3</u>	<u>Perspectives</u>	30
<u>7</u>	<u>Conclusion</u>	33
<u>8</u>	<u>Bibliographie</u>	34

1 Introduction

« C'est la plus grave récession à laquelle nous avons dû faire face en Asie ».¹ Il ne peut pas être décrit de façon plus explicite la crise économique qui tient en haleine l'Asie depuis 1997 et dont la signification et la dimension sont comparées par Heribert Dieter à la chute du Mur de Berlin et à l'effondrement de l'URSS.² Ses conséquences ainsi que ses origines sont multiples et de natures diverses. Jusqu'en 1997, les pays du sud-est asiatique étaient présentés comme un exemple sans pareil de croissance économique. Aucune stagnation n'était en vue. Au contraire, les experts économiques renommés pronostiquaient une croissance qui devait se maintenir loin dans le prochain millénaire.³ Dans le même temps, la crise asiatique remettait en question sur le long terme l'ordre économique en place et en particulier les domaines de la dérégulation et de la libéralisation du marché. Ce sont plus spécialement la globalisation des marchés financiers et l'augmentation des spéculations inhérentes qui se sont trouvées au centre de la critique d'experts de renom.⁴ Aujourd'hui, les mesures prises par les organisations internationales pour remédier à la crise ainsi que celles prises par les pays concernés sont l'objet de nombreuses critiques.

Après l'étude des causes et des conséquences de la crise, l'essor économique de la région et le rôle des acteurs principaux seront mis en lumière. L'accent sera alors mis sur l'analyse des amorces de solutions, en particulier celles préconisées par les organisations internationales. Il s'en suivra une étude de la région cinq ans après la crise. Quelques pays de la région seront examinés et comparés. Dans ce contexte, le Japon est l'acteur principal et le pays le plus

¹ FABER M., sans titre, *Wirtschaftswoche*, n° 34, 1998, p. 36

² DIETER Heribert, *Die Asienkrise* (La crise asiatique), Édition Metropolis, Marburg, 1999, p.12

³ Op. cit. p. 12-13

⁴ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), *Politik und Zeitgeschehen*, 37/38, 2000, p. 1

concerné. Enfin un pronostic sera proposé pour la région du sud-est asiatique.

LA CRISE : CAUSES ET CONSÉQUENCES

2 Asie – Le miracle économique

Quand on parle de miracle économique dans la région asiatique, on parle plus particulièrement de l'Asie du Pacifique, riche de 2 milliards d'individus, alors que l'Inde est la plupart du temps passée sous silence. Afin de comprendre l'importance de la chute économique asiatique, il est, dans un premier temps, nécessaire d'observer son essor économique. Celui-ci est en étroite corrélation avec les valeurs et normes asiatiques, lesquelles ont longtemps été les garantes de l'expansion économique régionale.

Toutefois, il serait trop simpliste de se limiter à ces valeurs car la raison de cet essor économique est de nature hétérogène. On peut évoquer ici l'exemple du Japon, suivi par de nombreux autres pays. La guerre froide, le soutien économique fourni par les Etats-Unis, et une économie orientée vers les exportations ont engendré une dépendance des marchés nord-américains et ouest-européens.⁵

2.1 L'essor

Les précurseurs en la matière ont été les « dragons », comme Hongkong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan, qui se sont vite révélés être les pays nouvellement industrialisés (NIC-newly industrialized countries) et auxquels se sont joints les « tigres » (la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie) et, plus tard, la République populaire de Chine et le Vietnam. Le « miracle » reposait sur la transformation d'économies agricoles en économies industrielles.⁶ En 1996 le Fonds monétaire international (FMI) les présentait comme un pôle de croissance

⁵ WING They Woo, *Ostasien: Krise und Erholung* (Asie orientale : Crise et redressement), www.kas.de, 19.03.2002, p. 98

⁶ SCHRÖFL Josef, *Wirtschaftliche Entwicklung der Volksrepublik China unter besonderer Berücksichtigung der Asienkrise* (Développement économique de la République populaire de Chine dans le contexte particulier de la crise asiatique), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de, 28.04.2000, p. 3

de l'économie mondiale. Avec des taux de croissance moyens de 7%, voire jusqu'aux années quatre-vingt-dix de 9%, on a assisté, non seulement à une multiplication du revenu par habitant mais également à une augmentation du niveau des salaires et un recul massif de la pauvreté dans ces pays.⁷ En 1950, la consommation interne asiatique ne représentait que 17% du marché régional, alors qu'en 1997 ce chiffre s'élevait à 40 %. La participation au commerce mondial a suivi un cours comparable et, depuis les années quatre-vingt, on parle d'une nouvelle région économique mondiale avec un très important potentiel de croissance, ce qui attire les investisseurs étrangers. Dans le même temps, le marché nord-américain a perdu un peu de son importance. C'est le modèle japonais, un mélange d'économie de marché et de socialisme, qui a surtout servi d'exemple à l'ensemble de ces États asiatiques.⁸

Les causes de cette fulgurante expansion peuvent être expliquées par des raisons internes. Les importations de biens industriels ont été réduites (protection du marché intérieur à la concurrence étrangère), la consommation de la population limitée par le gouvernement, les exportations encouragées par l'État et ses excédents réinvestis en conséquence. Une politique monétaire conservatrice, maintenant les taux d'inflation à un niveau bas, associée à un niveau de revenu limité et à une situation politique largement stable, ont contribué à cet essor économique qui est soutenu de l'extérieur par l'engagement japonais. Cet essor est également favorisé par la délocalisation de fabrications coûteuses des pays industrialisés vers la région asiatique, liées à l'afflux massif de capitaux, à son tour à l'origine de déficits de la balance des paiements courants. Cependant nombreux sont les hommes politiques asiatiques qui estiment que ce sont essentiellement les valeurs asiatiques qui sont à l'origine de cette ascension sans égal.

⁷ KREFT Heinrich, *Das asiatische Wunder in der Krise* (Le miracle asiatique dans la crise), Politik und Zeitgeschehen, 48/98, p. 5-6

⁸ GOETZE Oliver M.A., *Asiatische Werte in der Krise* (Les valeurs asiatiques dans la crise), Verteidigungsanalysen 06/99, p. 3

2.2 Les valeurs asiatique

Les hommes politiques asiatiques ont justifié l'expansion économique de l'Asie de l'est et du sud-est ainsi que la position de précurseur du Japon par la supériorité des valeurs asiatiques, qui, contrairement aux États industriels occidentaux, préservent le système social de la perte des normes morales et éthiques. Le début de la crise économique a engendré à ce propos une discussion critique.

Les valeurs asiatiques sont définies par des mots-clés tels que cohésion familiale, principe de l'ancienneté, zèle, discipline, éthique de formation, sens de l'économie et intégrité morale. La conséquence est, qu'au niveau des entreprises, l'individu importe moins que le bénéfice du progrès économique. Ceci était lié à une attitude défensive des hommes politiques à l'encontre de la démocratie et du pluralisme. La politique économique est conduite par le gouvernement et n'est pas remise en question. L'intérêt commun prime et constitue ainsi la base de la prospérité et du progrès. L'universalité des droits de l'homme est refusée.⁹

Le politologue américain Clark D. Neher distingue cinq caractéristiques de la politique et de la société asiatiques qui s'appliquent, peu ou prou, à l'ensemble de la région. Ce sont les relations de loyauté réciproque, une étroite corrélation entre le pouvoir et son exercice, une légitimation mondiale de l'exercice du pouvoir, un pouvoir personnalisé, un État puissant et la domination d'un parti prépondérant.¹⁰

La crise n'a donc pas seulement créé des problèmes d'ordre économique mais a aussi remis en cause un système sociétal dans son ensemble, lequel a d'ailleurs joué un rôle majeur dans l'irruption de la crise et a contraint les gouvernements des pays concernés à entamer des réformes.

⁹ Op. cit., p. 3-4

¹⁰ KREFT Heinrich, *Das asiatische Wunder in der Krise* (Le miracle asiatique dans la crise), Politik und Zeitgeschehen, 48/98, p. 6

3 La crise asiatique

Avant d'entrer dans le détail de la crise, il faut préciser que cette crise est autant une crise monétaire qu'une crise de crédit, lesquelles s'alimentaient réciproquement. Pour le FMI des facteurs internes sont responsables du déclenchement de la crise, tandis que certains experts financiers y voyaient plutôt des facteurs externes. En définitive et bien que les facteurs externe y aient joué le rôle décisif, c'est la somme des deux qui doit être prise en considération pour cette crise. L'effet de contamination à toute la région plaide pour cette version, d'autant que des systèmes économiques solides, à l'image de Singapour, ont également été touchés. De même, cette thèse est soutenue les réussites successives qui, pendant plus de 30 ans, ont masqué les évolutions internes pernicieuses et préliminaires à la crise.¹¹

3.1 Le déroulement de la crise

La crise a débuté par une série d'attaques spéculatives contre la monnaie thaïlandaise. En 1997 pour la première fois dans l'histoire de cette région, l'annonce de la de la faillite d'un débiteur thaïlandais, incapable de rembourser ses dettes à l'étranger, a ébranlé la confiance dans la poursuite de l'essor économique. En mars 1997, le gouvernement thaïlandais a rompu ses engagements de racheter des crédits fonciers véreux et a ainsi retiré sa confiance du marché. Les experts économiques se sont prononcés négativement sur les possibilités de remboursement de la dette par les débiteurs thaïs et ont ainsi aggravé la situation. Le gouvernement thaïlandais n'a pas réagi par une dévaluation rapide du bath. A la suite des pressions extérieures de la Banque mondiale le 2 juillet 1997 la parité bath- dollar US a été abandonnée. La monnaie thaïlandaise a perdu par la suite une grande partie de sa valeur. La Thaïlande,

¹¹ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), Politik und Zeitgeschehen, 37/38, 2000, p. 3

suivie par d'autres pays, a demandé l'aide du Fonds monétaire international (FMI). Toutes les autres devises régionales ont ensuite été entraînées dans le tourbillon de l'effondrement et ont perdu de leur valeur, malgré des achats massifs réalisés par les banques centrales d'État.

Les bourses ont également souffert de cette perte de confiance. Les cours ont fortement chuté et le premier établissement japonais de valeurs mobilières s'est effondré. En 1998 suivent, dans toute l'Asie sud-est, les premières fermetures d'entreprises, déclarations de faillite bancaire et un chômage en augmentation. Du fait de fausses rumeurs, la tendance s'est confirmée, malgré le soutien massif du FMI.¹²

3.2 Les origines de la crise

Comme évoqué précédemment, si les facteurs ayant déclenché la crise reposaient sur des déséquilibres et des spéculations monétaires, ils ne pouvaient pas constituer à eux seuls les origines d'une crise économique d'une telle ampleur. Les causes internes et externes seront considérées ci-après séparément, mais doivent cependant être analysées dans leur interdépendance.

3.2.1 Causes internes

Le principal responsable de la crise monétaire a été le décalage entre l'apport de crédits au secteur privé et la croissance du produit intérieur brut (PIB).¹³ Il a conduit à un surendettement et à une économie pour ainsi dire « bulle de savon », générée par les apports financiers étrangers dans les secteurs spéculatifs (immobilier). Les valeurs immobilières et les valeurs comptables ne correspondaient plus.¹⁴ Les valeurs et les structures asiatiques reposaient sur une masse considérable de crédit, octroyés sans contrôle des actifs, ni suivi des

¹² GOETZE Oliver M.A., *Asiatische Werte in der Krise* (Les valeurs asiatiques dans la crise), Verteidigungsanalysen 06/99, p. 4

¹³ PIB = [Agrégat de la valeur de la production de biens et de services sur le territoire national pendant une année y compris prestations relatives aux étrangers](#)

comptabilités et des défauts de facturation coûts/profits, voire des investissements risqués accordés sans garantie. Du fait de la globalisation des marchés et de la libéralisation du secteur financier, l'absence de control sérieux a eu comme conséquence négative d'attirer les spéculateurs. Ceci entraîna l'ensemble du secteur bancaire dans la crise. Des effets négatifs se sont fait également sentir dans l'orientation unilatérale vers une gamme limitée de produits. Il avait été fait appel aux investissements étrangers pour les industries à grande main-d'œuvre. Les entrées de produits semi-finis destinés à la fabrication, en nombre restreint, de produits finis ont conduit à un couplage forcé des exportations et importations, ce qui n'a pas permis de juguler le déficit de la balance commerciale.

À ceci s'ajoutèrent les virements des profits et les paiements des licences technologiques, qui aggravèrent encore le phénomène. L'imitation des standards occidentaux et en particulier les investissements dans de grands projets prestigieux, sans notion de rentabilité, ont conduit, d'une part, à des surcapacités et ont grevé d'autre part les budgets publics.

Des immeubles de bureau et d'habitation ont été construits pour leur signification sans être pourtant utilisés. Les spéculations qui s'ensuivirent ont conduit à une surévaluation et à la crise. Il faut considérer dans ce contexte la persistance de la parité avec le dollar comme une erreur.

Les structures hiérarchiques, les règles préétablies et les comportements – expression de la société asiatique des valeurs – constituent des inconvénients qui favorisent la corruption. Une culture contestataire à l'occidentale était complètement absente, de sorte que les décisions prises n'ont jamais été remises en question. Le niveau culturel de plus en plus élevé a induit des efforts en matière de réformes et d'indépendance, qui ont conduit aussi à plus de démocratie et exercé une pression sur les gouvernements.

De même, les jalousies à l'intérieur de l'ASEAN ont eu des conséquences négatives. Si la concurrence était déjà forte auparavant, elle s'est encore

¹⁴ POHL Manfred, *Japan und die Zukunft der ASEAN-Staaten* (Le Japon et l'avenir des pays de l'ASEAN), Politik et Zeitgeschehen, 48/98, p. 14

accentuée au cours de la crise. Ce ne fut que plus tard qu'a été initiée une coopération nouvelle afin d'endiguer la crise.¹⁵

3.2.2 Causes externes

Les hommes politiques asiatiques préfèrent faire porter la responsabilité à des facteurs externes et rendre responsable la stratégie financière américaine de l'étendue de la crise asiatique. Ils se considèrent victime d'un « capitalisme de Kasion », c'est-à-dire d'une globalisation effrénée des marchés financiers.¹⁶ Le boom économique a incité les investisseurs étrangers à engager dans la région de l'est et du sud-est asiatique des sommes élevées, pour bénéficier de la croissance, sans attacher d'importance à la manière dont les fonds étaient utilisés. La perte de confiance dans la région, consécutive aux spéculations, a conduit à un affolement et un retrait des capitaux empruntés à l'étranger et absolument nécessaire pour stabiliser la situation. La prise illimitée de crédits et, le cas échéant, le surendettement ont eu des effets considérables.

La surévaluation des biens immobiliers asiatiques a également eu des conséquences catastrophiques. Le retrait des capitaux a mené à des pertes massives du change et a mis les banques et entreprises locales en difficultés, ce qui a conduit à un change de devises intérieures contre des devises extérieures et a encore accentué la chute des cours. La perte de confiance des investisseurs et leur réaction panique a véritablement emballé la crise.¹⁷ Ces effets ont été favorisés par la libéralisation des marchés des capitaux qui s'imposait de plus en plus depuis les années quatre-vingt-dix. Certes, elle a apporté une amélioration de l'efficacité des systèmes financiers, mais dans le même temps, a supprimé le contrôle des mouvements de capitaux, permettant ainsi des spéculations de grande ampleur et conduisant à un accroissement de l'instabilité et de la volatilité,

¹⁵ ZIMMERMANN Thomas, *Asienkrise – Ursachen und Lösungsansätze* (La crise asiatique – origines et amorces de solution), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de, 09/99, p. 24

¹⁶ Op. cit., p. 7

¹⁷ Ibid., p. 7

auxquelles finalement les systèmes financiers nationaux asiatiques n'étaient pas préparés.¹⁸

Une série de déséquilibres, de moindre importance, est apparue en 1994. La même année, la Chine a dévalué sa monnaie par rapport au dollar alors que d'autres États, dont les monnaies sont à parité, ont vu leurs cours augmenter, ce qui a eu des répercussions négatives sur la compétitivité.¹⁹

Le Japon et certaines institutions, comme l'ASEAN et le FMI, sont aussi réputés avoir contribué à déclencher, voire aggraver, la crise.

3.3 Conséquences

Les conséquences, comme les causes, sont de nature multiple et auront après le redressement total du secteur économique, des effets persistants voire définitifs dans le domaine sociétal.

Conséquences économiques

En un temps record, on a assisté à un recul de capitaux de l'ordre de 600 milliards de dollars. Les banques de l'Asie orientale sont aujourd'hui encore partiellement engluées dans la crise. Le marché immobilier a stagné, voire s'est largement effondré. La crise a conduit à une récession. Le produit intérieur brut a considérablement fondu dans tous les pays concernés, surtout au cours des années 1997 et 1998.

Les répercussions de la crise se sont fait sentir de plus en plus précisément sur l'économie réelle et ne se sont véritablement concrétisées, dans certains pays, qu'au cours de la crise.

¹⁸ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), *Politik und Zeitgeschehen*, 37/38, 2000, p. 4

¹⁹ DIETER Heribert, *Die Asienkrise* (La crise asiatique), Metropolis Verlag, Marbug, 1999, p. 63-64

Hormis la chute des cours du change, que la dette extérieure n'a fait qu'amplifier, on a constaté une augmentation des prix et des taux d'intérêts. Les faillites sont devenues journalières et le début des privatisations a tiré les chiffres du chômage vers le haut.²⁰ Alors même que les chiffres de la croissance ont commencé à se redresser, l'économie réelle n'a pu se rétablir que lentement.

Conséquences politiques

La crise économique a mis en évidence les faiblesses des économies nationales de l'Asie et exercé dans le même temps de grosses pressions sur les gouvernements. Si au début les mesures ont été repoussées, les réformes se sont révélées inévitables au fur et à mesure de la crise. On a assisté à de nombreux changements de gouvernement, qui n'ont d'ailleurs pas toujours apporté la stabilité escomptée. Comme exemple éclatant, on peut citer l'Indonésie où la politique de dissimulation a contraint le président Suharto à démissionner après 32 années de pouvoir absolu.²¹

Conséquences sociales

La crise a dévoilé, hormis les problèmes structurels, la corruption et le népotisme et ainsi initié une forte transformation sociale. L'appel à davantage de démocratie par l'ancienne classe moyenne s'est fait plus sonore. Une forme de nationalisme a également vu le jour et mis en accusation les mesures du FMI, ses lourdes obligations économiques et donc directement les Américains.

D'un point de vue social, la crise a produit ses effets les plus manifestes sur la couche la plus basse. Il n'y avait pas et il n'y a pas de structure sociale selon le modèle occidental. Cependant, la couche moyenne, produit des années d'essor économique, a été fortement diminuée, car l'endettement, le chômage, l'augmentation des taux d'intérêt et la chute des prix de l'immobilier ont pesé particulièrement lourd.

²⁰ KREFT Heinrich, *Das asiatische Wunder in der Krise* (Le miracle asiatique dans la crise), Politik und Zeitgeschehen, 48/98, p. 7 et suivantes

²¹ Op. cit., p. 8

Les chiffres croissants du chômage ont contraint les parents déscolariser leurs enfants afin de libérer de nouvelles sources de revenus. Ceci mit en danger le haut niveau de formation, condition sine qua non pour disposer des personnels qualifiés. Des conflits internes et des troubles sociaux, masqués par la croissance économique du pays et la prospérité des ménages, sont à nouveau apparus dans les pays en crise.

Conséquences en matière de politique extérieure et de sécurité

Jusqu'au milieu de l'année 1997, les pays asiatiques étaient leaders dans les achats internationaux d'armes. Ceci s'expliquait par une économie florissante, la fin de la Guerre froide et donc un environnement stratégique modifié, ainsi qu'une réforme généralisée des forces armées après la réduction de la menace intérieure. La crise économique a stoppé ces modernisations. Les investissements prévus ont été gelés, entre autres sous la pression du FMI. La Chine, encore épargnée, a pu, quant à elle, poursuivre son programme d'armement et de modernisation. Aujourd'hui on ne peut cependant pas dire qu'un risque plus élevé de conflits militaires ait été mis en évidence. Au contraire, on a constaté un accroissement de la volonté de dialogue, en particulier accentuée par une menace chinoise plus patente.²² Toutefois, les problèmes économiques ont recelé et recèlent encore un risque de conflits relatifs aux discordes territoriales dans la région asiatique, même si les troubles intérieurs et les bouleversements sociétaux semblent avoir la priorité.

La communauté des États de l'ASEAN n'a pu proposer de réelles solutions à cette crise, mais elle semble se dominer et prendre à nouveau conscience du rôle qui est le sien.

Conséquences sur d'autres économies

²² HERMANN Wilfried A., *Auswirkungen der Finanzkrise auf die militärische Modernisierungsprojekte in Ost- und Südostasien* (Répercussions de la crise financière sur les projets de modernisation militaires dans l'Asie de l'Est et du Sud-Est), Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien, 10/98, p. 1

La crise asiatique a fait figure de précurseur pour d'autres régions, en particulier pour les pays d'Amérique latine et pour la Russie qui, eux aussi, du fait du décrochage des marchés financiers, ont été aspirés dans une spirale négative, faute d'avoir suffisamment réformé leur système financier.²³

L'apparition de la crise asiatique a conduit à un examen approfondi et à une estimation nouvelle de l'ensemble des marchés financiers. Des pays antérieurement qualifiés de stables, à l'instar de la Russie, sont devenus des pays de crise potentielle, ce qui a provoqué à un repli sur des devises refuge (le dollar) et aussi à une évaporation massive des capitaux.²⁴ Il a fallu laisser le rouble flotter. Pendant la crise, l'État russe s'est trouvé en rupture de paiements et ce, malgré le soutien, apporté par l'Ouest. Les autres conséquences sont comparables à celles observées dans la région asiatique, notamment dans le secteur bancaire qui a été touché de manière identique.

Néanmoins, on ne peut pas entièrement comparer la crise russe à celle de l'Asie car, contrairement à la crise asiatique, elle a davantage été favorisée par des évolutions internes préjudiciables et des déficits. La crise asiatique n'a fait qu'accentuer les problèmes et les faire surgir plus précocement.²⁵

²³ HERR Hansjörg, *Die Finanzkrise in Russland im Gefolge der Asienkrise* (La crise économique en Russie suite à la crise asiatique), *Politik und Zeitgeschehen*, 37-38, 2000, p. 8

²⁴ Ibid., p. 8

²⁵ Op. cit., p. 14

ACTEURS ET AMORCES DE SOLUTIONS

4 Acteurs clés de la crise

4.1 Le Japon

La superpuissance économique que constitue le Japon, précurseur et référence pour la région asiatique, a, dès 1985, plongé dans la crise, alors que le yen était pour la première fois soumis aux lois du marché international des devises et a dû affronter, en 1998, non seulement une récession mais aussi une crise structurelle. L'est et le sud-est asiatique sont, pour le Japon, un marché crucial et l'effondrement des marchés de cette région le touche donc. Simultanément, le Japon est confronté aux efforts déployés par la Chine pour conquérir une position dominante dans la région et dans les conflits larvés de la région pacifico-asiatique²⁶ et est ainsi mis sous pression en matière de politique extérieure et de sécurité.

De plus, le Japon a déçu au cours de la crise. L'échec de la tentative de mise en place d'un Fonds monétaire asiatique (FMA) à hauteur de 100 milliards de dollars, sous la pression des USA et du FMI qui voyaient leur position hégémonique menacée, a clairement mis en évidence que le Japon n'avait pas la capacité de jouer un rôle de leader économique dans cette partie du monde. Ainsi, on n'a pas profité de l'occasion pour suivre une voie asiatique spécifique.

4.2 Les USA

Les USA, premier partenaire commercial du Japon, souhaitent ardemment que la crise économique soit surmontée. Si, dans un premier temps, l'ampleur de la crise a été sous-estimée, le FMI est par la suite venu en aide. En de dépit de cela,

l'Amérique est considérée comme ennemi dans la région asiatique, notamment en raison des attermolements et de la subordination de l'aide à une obligation des exigences restrictives de libéralisation des marchés et de réformes majeures. Ces mesures favorisaient en retour le jeu de l'économie américaine.

Aussi les Etats-Unis sont considérés comme les vainqueurs de cette crise, qui, elle, a œuvré pour une plus grande ouverture du marché asiatique et donc dérive vers les critères occidentaux et en faveur d'une plus grande importance du marché américain.²⁷ La région asiatique est, de plus, fortement dépendante des marchés nord-américains et leurs succès économiques respectifs sont intimement liés à l'avenir.

Simultanément, les USA sont dans cette région un facteur de stabilisation entre les deux grandes nations que sont le Japon et la Chine. Il est généralement convenu que la présence militaire américaine devrait interdire une course aux armements entre ces deux grandes puissances asiatiques.²⁸

4.3 La Chine

La Chine pourrait devenir, aux côtés des USA, le grand gagnant de la crise asiatique. D'une part, le pays est longtemps resté largement épargné et a, d'ailleurs, pu accélérer sa croissance. D'autre part, elle a réalisé un gain de prestige sur la scène internationale car, lors de l'irruption de la crise, la Chine, en acceptant des inconvénients concurrentiels qui lui sont particuliers, n'a pas dévalué sa monnaie et a ainsi contribué à une stabilisation de la région.

La Chine a facilement pu faire face à la situation car elle disposait d'importantes réserves de devises et d'un système efficace de contrôle de la

²⁶ Les 4 îles Kouriles, occupées par la Russie, mais revendiquées par le Japon, la Corée du Nord, les îles Senkaku, Taiwan, etc.

²⁷ POEHLS Claudia, *Asienkrise – Wie kam es dazu ?* (La crise asiatique, comment en est-on arrivé là ?), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de, 01/99, p.10

²⁸ HEINZELMEIR Helmut, *Asien an der Schwelle zum 21. Jahrhundert* (L'Asie à la charnière du XXIe siècle), www.bundestag.de, p. 4

circulation des capitaux. De plus, en 1994, la monnaie chinoise avait déjà été dévaluée par rapport au dollar.²⁹

En matière de politique extérieure, elle a pu poursuivre ses visées expansionnistes, notamment dans la mer de Chine méridionale, et consolider sa prédominance sur le Japon.³⁰ « La place croissante de la Chine dans l'économie mondiale et dans la politique mondiale est incontestable. »³¹ Elle fait partie dix pays exportateurs mondiaux les plus performants. De plus, elle dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cependant, elle est aussi le plus grand pays en développement du monde et elle doit à faire face à ses propres difficultés.

Un chômage élevé, l'exode rural, de grands désastres écologiques, l'incurie des services de l'État, la corruption et une insécurité judiciaire générale ainsi qu'une très forte croissance démographique ne constituent que certains éléments de la problématique à laquelle la Chine sera confrontée dans les années à venir. La Chine a certes enregistré au cours des années passées une croissance économique continue, en partie à deux chiffres, or elle en a un besoin vital, ne serait-ce que pour pouvoir nourrir une population qui s'accroît annuellement.³²

La Chine a certes tiré profit de la crise asiatique et se trouve sur le point de supplanter le Japon en tant que force motrice économique dans la région, mais elle ne peut toutefois pas occulter les difficultés qu'il lui faut résoudre durablement. De plus la Chine ne sera pas dans l'avenir en mesure d'apporter plus de stabilité économique à la région asiatique.

²⁹ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), *Politik und Zeitgeschehen*, 37/38, 2000, p. 5

³⁰ *Strategische Gewichtverlagerung in Ostasien* (Déplacements stratégiques d'intérêts dans l'Asie orientale), *Neue Lürcher Zeitung*, 04.03.1999, p 3 et suiv.

³¹ HEINZELMEIR Helmut, *Asien an der Schwelle zum 21. Jahrhundert* (L'Asie à la charnière du XXIe siècle), www.bundestag.de, p. 3

³² Op. cit., p. 4

5 Amorces et solution

Parmi les experts économiques reconnus, on constate un large consensus sur l'explications des origines de la crise économique, mais ceux-ci ont émis sur le fond des avis divergents et sur les moyens pour y remédier. La peur d'une récession mondiale a rapidement incité l'intervention d'autres pays et le versement de nouvelles aides sous la forme de crédits d'un volume de plusieurs milliards. Il est néanmoins permis de douter de la nature des décisions prises à ses débuts pour surmonter la crise et, le cas échéant, de se poser la question de savoir si l'octroi des crédits subordonnés à des exigences, n'a pas plutôt aggravé la crise. Les institutions, telles que l'ASEAN ou le FMI, n'ont pas été plus en mesure de fixer de nouvelles orientations dans leur combat contre une panique généralisée.

5.1 ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique)

L'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique), fondée en 1967, était censée assurer la paix et la neutralité. Rapidement elle a montré des débuts prometteurs en matière de coopération régionale institutionnalisée. Toutefois, avant la crise économique de 1997, l'ASEAN était déjà confrontée à de gros problèmes, cependant étouffés par un nouvel activisme, la forte croissance économique, ainsi que les nouveaux défis économiques et de politique de sécurité qui ont résulté du développements en Chine.

À la fin des années quatre-vingt-dix, on a constaté que l'entrée de pays à économiquement faible, comme la Birmanie ou le Cambodge, a contribué à l'affaiblissement de l'Association, tant intérieur qu'extérieur, d'autant que la volonté d'imposer des objectifs économiques, par exemple, s'est heurtée au refus

de certains États.³³ Malgré le projet de mise sur pied pour 2003 une zone de libre-échange AFTA (ASEAN Free Trade Area – AFTA), lequel a été repoussé à 2010 en raison des pressions exercées par l’Indonésie, une évolution vers le modèle de la Communauté européenne / l’Union européenne n’a jamais vu le jour.³⁴

La crise économique n’a pas seulement fait ressurgir les conflits régionaux, chaque pays devait également en combattre les répercussions et n’était pas disposé à emprunter un chemin commun pour surmonter les difficultés. Des conflits ethniques, des standards économiques très différents et l’absence d’une politique économique commune caractérisent une union dont le seul objectif était d’empêcher des conflits internationaux et qui ne pouvait ainsi apporter aucune contribution à la résolution de la crise.³⁵

Lors d’une réunion des membres de l’ASEAN en 1999 à Manille, à laquelle participaient la Chine, le Japon et la Corée du Sud (ASEAN + 3), il avait toutefois été développé une nouvelle initiative qui promet de constituer un progrès pour l’avenir. Lors de cette rencontre, l’idée initiée par le Japon et visant à instaurer un Fonds monétaire asiatique (FMA) a été reprise mais pas encore été réalisée. La crainte était certainement que le Japon, possible bailleur de fonds, y ait une position dominante.³⁶

La question reste posée de savoir comment l’ASEAN se développera dans l’avenir. Sur le principe, une association forte aurait une utilité économique dans la région et permettrait de se protéger plus efficacement des influences intérieures et extérieures.

³³ MÖLLER Kai, SCHÜTT Niels, *Südostasien 2001: Transformation, Kräftevergleich und Kooperation* (L’Asie du Sud-Est en 2001 : Transformation, comparaison des forces et coopération), Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 05/2001, p. 30-31

³⁴ KREFT Heinrich, SCHNEIDER Hans-Peter, *Außen- und sicherheitspolitische Auswirkungen der Asienkrise* (Répercussions de la crise asiatique en matière de politique extérieure et de sécurité) , Blätter für deutsche und internationale Politik, Bonn, 10/98, p. 1193

³⁵ KOSCHATZKY Knut, *Die ASEAN-Staaten zwischen Globalisierung und Regionalisierung* (Les pays de l’ASEAN entre globalisation et régionalisation), Geographische Rundschau 10/97, p. 702-703

³⁶ MÖLLER Kai, SCHÜTT Niels, *Südostasien 2001: Transformation, Kräftevergleich und Kooperation* (L’Asie du Sud-Est en 2001 : Transformation, comparaison des forces et coopération), Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 05/2001, p. 32

5.2 FMI (Fonds Monétaire International)

Comme évoqué ci-dessus, le FMI a réagi à la crise asiatique en mettant à disposition des crédits et des aides pour un montant de 115 milliards de dollars, associés à des conditions contraignantes en matière de dépenses des États et à de réformes du marché vers une libéralisation à l'occidentale. Sans attacher d'importance aux raisons extérieures ni en tenir compte le FMI estimait que les facteurs et problèmes internes étaient l'origine de la crise.

Les mesures ont été prises diversement appréciées, bien que l'avis soit aujourd'hui répandu que le programme conservateur, comme appliqué en Amérique latine, n'était pas adapté à la région asiatique. Au cours de sa période d'essor économique L'Asie orientale a pu faire face aux déficits des administrations et entreprises publiques alors que le taux d'épargne y était deux fois plus élevé qu'en Amérique latine. La reprise rapide dans la région asiatique en 1999 contredit également la théorie de la « gangrène intérieure », que le FMI soutenait.³⁷

Hormis le relèvement des taux d'intérêt, le FMI a exigé la fermeture immédiate des banques touchées par la crise. La panique, ainsi provoqué, a conduit des entreprises saines au bord de la faillite.³⁸ Il est aussi inquiétant de constater que la Malaisie, qui a refusé l'aide du FMI, se soit dans un premier temps mieux relevée de la crise que d'autres pays.³⁹

Le FMI a continué à donner une très mauvaise image de la région et prévoyait même des chiffres négatifs de croissance pour les années 1999 et 2000,

³⁷ WING They Woo, *Ostasien: Krise und Erholung* (Asie orientale : Crise et redressement), www.kas.de, 19.03.2002, p. 89

³⁸ ZIMMERMANN Thomas, *Asienkrise – Ursachen und Lösungsansätze* (La Crise asiatique – origines et amorces de solutions), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de, 09/99, p. 10
DIETER Heribert, *Die Asienkrise* (La crise asiatique), Metropolis Verlag, Marbug, 1999, p. 13

contrairement à d'autres organisations économiques, dont les prévisions se sont avérées plus proches des résultats effectivement obtenus.⁴⁰

Une politique financière restrictive, telle que le FMI la préconisait est dans les faits un moyen qui a fait ses preuves dans la reconstruction d'une économie sortie de crise, mais elle s'est avérée plus pénalisante pendant la crise. Il faut reprocher au FMI de représenter exclusivement les intérêts des bailleurs de fonds et de se faire ainsi l'instrument des créanciers.⁴¹

Au cours de l'année 1999, les conditions initiales ont été adaptées et certains pays ont pu mettre en place des programmes de dépenses pour stimuler l'économie. Pourtant beaucoup de situations étaient irrécupérables. Toutefois, grâce à l'intervention du FMI, certains déficits en capitaux ont pu être peu ou prou comblés, ce qui a évité que l'ampleur de la crise ne soit plus grande encore.

Le FMI, dont l'attitude pendant la crise asiatique fait encore l'objet de vives critiques, s'applique aujourd'hui à améliorer son travail. Pour la région asiatique, il a adapté ses mesures et créer des nouveaux instruments. Il a, par exemple, mis en place une nouvelle ligne de crédits, qui permet aux États-membres, en cas de crise, de pouvoir réagir avec plus de souplesse, sans être obligé de se soumettre à un programme d'adaptation. Si cet instrument avait été disponible au moment de la crise asiatique, tant la Corée du Sud que la Thaïlande auraient eu la possibilité de franchir le pas de leur insolvabilité passagère.

« Les répercussions de la crise auraient vraisemblablement été beaucoup moins drastiques ». ⁴²

5.3 Réformes structurelles et systèmes de préalerte

⁴⁰ WING They Woo, *Ostasien : Krise und Erholung* (Asie orientale : Crise et redressement), www.kas.de, 19.03.2002, p. 104-105

⁴¹ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), *Politik und Zeitgeschehen*, 37/38, 2000, p. 12

⁴² Op. cit., p. 12

Les réformes exigées par le FMI n'ont pas seules été mises en œuvre. Des mesures de restructurations ont, également, été engagées, par les pays concernés, en partie sous la pression populaire. On peut citer le démantèlement d'une bureaucratie pléthorique, les réformes dans le domaine bancaire, une plus importante privatisation des entreprises publiques, une certaine démocratisation des États ou encore la tentative pour empêcher l'insolvabilité de quelques instituts bancaires de rejaillir sur des banques en bonne santé. Ceci a toutefois été difficilement à obtenir, tout particulièrement après l'intervention du FMI.

De manière analogue, les systèmes de préalerte (early warning systems), par le contrôle strict de flux de capitaux et du volume des crédits, ainsi que le suivi du secteur bancaire, devraient contribuer à reconnaître les prémices d'une crise. Une coopération renforcée entre les administrations, les entreprises publiques et l'économie privée, devrait permettre une meilleure gestion des crises.⁴³

⁴³ Op. cit., p. 13

LA CRISE AUJOURD'HUI

6 Cinq ans après la crise

La crise asiatique a engendré une situation irréversible. Le profil de l'Asie du Sud-Est a été profondément remanié, particulièrement en ce qui concerne les transformations sociétales et politiques. En 2001, la crise asiatique semblait loin d'être jugulée. Malgré des signes avant-coureurs en 1998 et 1999 l'année 2000 a connu d'autres problèmes importants, lesquels ont surtout eu des répercussions sociétales. En 2002, la quasi totalité des pays touchés par la crise ont évolué dans le bon sens. Les profonds changements politiques et sociétaux ne sont pourtant pas encore achevés.

La crise économique qui débuté aux Etats-Unis dans les années 2000 et 2001, a eu des effets négatifs sur la région asiatique. Cependant, la récession ayant été moindre que prévue et, grâce à, la reprise débutée en 2002, l'Asie connaît un nouvel essor. La forte dépendance asiatique, vis-à-vis de l'économie américaine mais aussi européenne et nippone, peut néanmoins affecter le redressement ultérieur. L'essor économique asiatique se fonde sur les exportations et en partie sur une demande intérieure croissante. Pour l'année 2003, l'Asie compte sur un taux de croissance économique moyen de 5,7% et une inflation inférieure à 2,8 %. Selon certains experts, l'ultime condition pour un redressement durable de l'économie asiatique, serait un accroissement du volume des capitaux d'investissement. La confiance des investisseurs étrangers dans les banques d'affaires asiatiques n'est pas encore complètement restaurée.⁴⁴

En règle générale, tous les pays d'Asie touchés par la crise présentent trois dénominateurs communs. Leurs économies nationales étaient fructueuses et conduites avec rigueur qui attirait de nombreux capitaux étrangers. Leur devise respective était rattachée au dollar, ce qui a finalement fragilisé leurs économies.

⁴⁴ Auteur non connu, *Asien zeigt sich unbeeindruckt von der Schwäche in den USA* (L'Asie reste insensible aux faiblesses des USA), www.handelsblatt.com, 19.09.2002

Malgré tout, chaque pays a connu un développement propre, tant dans la maîtrise de la crise que dans son redressement économique.

6.1 Analyse de la situation

6.1.1 La Malaisie

La Malaisie fut le seul pays qui a refusé l'aide du FMI et, donc, aussi les mesures de contraintes imposées. Dans les premiers mois qui suivirent le début de la crise, son économie s'est pourtant mieux redressée que d'autres pays touchés. Ceci tend à prouver que les directives imposées par le FMI ont eu des effets néfastes. Ce redressement s'explique aussi par un endettement extérieur et une inflation maîtrisés ainsi qu'une épargne considérable des ménages malais. C'est également pourquoi il n'y a pas eu de bouleversements sociaux ou politiques. Les adaptations structurelles ont été conduites pas à pas. Ceci a retardé la consolidation du redressement.

Les problèmes politiques non résolus avec Singapour, et l'équilibre ethnique précaire entre les Malais et les Chinois, laissent la Malaisie derrière la Corée en ce qui concerne les investissements.⁴⁵ Dans le même temps, la demande intérieure limitée a des effets négatifs.⁴⁶

Pour la Malaisie, il s'agira dans les prochaines années, d'une part de trouver une solution au problème ethnique et, d'autre part, d'attirer les capitaux étrangers et d'augmenter la consommation intérieure.

6.1.2 La Thaïlande

La crise s'est d'abord faite ressentir en Thaïlande. Le FMI a fourni ici une aide de 17,2 milliards de dollars, dont la Thaïlande n'a utilisé que 14,1 milliards de dollars. La situation économique améliorée à partir de 1999 le permettait. Dans

⁴⁵ International Monetary Fund, *Erholung von der Asienkrise* (Le redressement de la crise asiatique), Der IWF-Stab, 06/2000, p. 15

les années suivantes, la Thaïlande a stagné derrière d'autres pays asiatiques, notamment la Corée du Sud. L'essor économique de l'année 2000 a reposé sur les exportations, mais une faible demande intérieure et une fuite des capitaux.

Le gouvernement nouvellement élu après la crise a été contraint de réformer, ce qui s'avère difficilement réalisable compte tenu d'un endettement de l'État à hauteur de 60 % du produit intérieur brut en 2001.⁴⁷ De plus il faut attendre pour connaître les répercussions, s'il y en a, des conflits frontaliers avec la Birmanie et le Cambodge. Des effets persistants de la crise en Asie sont donc toujours perceptibles. Les banques et l'industrie s'efforcent de reprendre pied et la population, spécialement la petite paysannerie, livre quotidiennement un combat pour sa survie.⁴⁸

6.1.3 Singapour

De grandes réserves de devises, une infrastructure en bon état ainsi qu'une économie tournée vers les exportations de haute technologie, associés à une corruption limitée, ont permis à Singapour de retrouver rapidement le chemin du succès. Dès l'année 2000, la croissance économique se chiffrait à 10 %. Le ralentissement de la croissance des Etats-Unis dans les années 2001 et 2002 a freiné celle de Singapour. Le dollar singapourien, monnaie forte par rapport aux devises des pays voisins, limite sa compétitivité et conduit à un recul de la production industrielle et de l'emploi.⁴⁹ Les disparités salariales se sont considérablement accentuées pendant cette période. Le temps montrera si Singapour est en mesure de s'adapter plus encore aux données du marché en entreprenant des réformes plus ambitieuses, sans, pour autant, conduire à un

⁴⁶ MÖLLER K., SCHÜTT N., *Südostasien 2001: Transformation, Kräftevergleich und Kooperation* (L'Asie du Sud-Est en 2001 : Transformation, comparaison des forces et coopération), Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 05/2001, p. 10

⁴⁷ Op. cit., p. 9

⁴⁸ BERGER Thomas, *Thailand vor der Wahl* (La Thaïlande devant les élections), www.uni-kassel.de, Junge Welt, 01/2001, p. 2

⁴⁹ MÖLLER K., SCHÜTT N., *Südostasien 2001: Transformation, Kräftevergleich und Kooperation* (L'Asie du Sud-Est en 2001 : Transformation, comparaison des forces et coopération), Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 05/2001, p. 11

bouleversement politique. Les transformations économiques et politiques sont intimement liées, comme en Indonésie et en Malaisie.⁵⁰

6.1.4 L'Indonésie

« Aucun autre pays n'a été aspiré dans la tourmente de la crise asiatique comme l'Indonésie. »⁵¹ Le résultat a été la chute du régime politique, de sorte que le président Suharto, le vieux dictateur, a dû démissionner. Le difficile processus de transformation politique et sociale, engagé n'est toujours pas terminé. Les inégalités sociales, survenues au cours de la crise, ne sont pas résorbées et les conflits entre les différents États insulaires n'ont toujours pas été résolus. Le processus de démocratisation a certes permis la naissance de syndicats et de nombreux partis politiques, ainsi que les premières élections libres, mais le déclin menace le pays, d'autant que l'élite politique du pays est toujours suspectée de corruption et que les conflits ethniques et religieux accentuent encore la crise politique.⁵²

D'un point de vue économique, l'Indonésie a connu en 2000, après les pertes de 1998 et 1999 et l'intervention ratée du FMI, un redressement du produit intérieur brut d'environ 4,8 %, lequel a de nouveau chuté en 2001. Après trois changements de gouvernement, les chiffres de la croissance pour 2002 ont indiqué un retour de la croissance et 2003 devrait être une année de consolidation.⁵³ Cependant, le système bancaire si on le compare avec celui d'autres États, n'est pas encore entièrement rétabli. En septembre 2001, 13 % des obligations bancaires ne semblaient pas pouvoir être honorées, alors que la Malaisie et la Corée n'en étaient respectivement plus qu'à 12% et 6 %.⁵⁴

⁵⁰ Op. cit., p. 12

⁵¹ HEINZELMEIR Helmut, *Asien an der Schwelle zum 21. Jahrhundert* (L'Asie à la charnière du XXIe siècle), www.bundestag.de, p. 5

⁵² KREFT Heinrich, *Krisenkontinent Asien* (l'Asie, continent en crise), *Internationale Politik*, 01/2000, p. 9-10

⁵³ Auteur non connu, sans titre, Interview entre Thailand Aktuell et le Dr Paul Strunk, www.thaiaktuell.com, 01.07.2002, p. 3

⁵⁴ HOFFRITZ Jutta, *Fünf Jahre nach der Asienkrise: Die Opfer von damals haben sich erholt, jetzt zittern die Nachbarn* (L'Asie cinq après la crise : Les victimes d'alors ont

En définitive le redressement indonésien est particulièrement dépendant de celui des marchés américain et européen. Dans un proche avenir, l'Indonésie ne sera toutefois pas en mesure de retrouver le rôle moteur qui était le sien dans la région.

6.1.5 La Corée

La Corée est le pays asiatique qui s'est le mieux sorti de la crise. Dans les premiers temps, elle espérait n'être que légèrement touchée. Du fait du décrochage du dollar, elle a fortement subi la crise, notamment en 1998, avec une récession économique de -5,8 %. Dès 1999 la Corée a commencé à se redresser et a recouvré une croissance saine dans les années suivantes.⁵⁵

Ce redressement rapide et significatif s'explique en particulier par la volonté de la Corée du Sud pour se réformer. Alors que d'autres pays étaient confrontés à des problèmes de politique intérieure et aux exigences du FMI, la Corée a profité de la crise pour entreprendre des réformes structurelles de grande ampleur. Parallèlement elle a essayé de restaurer la confiance en son l'économie. Un accord a été passé avec les banques étrangères pour proroger l'échéance des créances bancaires à court terme. Ainsi la cessation de paiement a pu être évitée. De même le gouvernement a renforcé le système de protection sociale. Il a ainsi obtenu un large consensus de sa population, lui permettant de mener à bien les réformes structurelles.

La Corée voit se dessiner de réels espoirs de développement. Non seulement la crise économique a été surmontée mais les réformes urgentes ont été menées à bien la Corée est donc compétitive pour la prochaine décennie.

récupéré, ce sont désormais les voisins qui tremblent.), Finanzplatz Asien, 11.09.2002, p.

6.2 Le rôle du Japon aujourd'hui et demain

Le Japon, puissance économique régionale dominante, a non seulement joué un rôle majeur dans le développement de la crise mais s'est également vu très touché par la crise économique. Là aussi des problèmes récurrents du secteur financier japonais et un boom spéculatif sur le marché immobilier et sur le marché des titres, ont compté au nombre des facteurs aggravants de la crise. Le Japon a réagi en baissant fortement ses taux d'intérêt et en favorisant, par des crédits accordés dans de bonnes conditions, les investissements japonais sur les marchés étrangers. « Au lieu d'amortir à grande échelle, les crédits qui posaient des problèmes, on a exporté la crise ». ⁵⁶ Le Japon a essayé d'endiguer la crise déclarée sans demander de sacrifices à la population nipponne.

Après 50 années d'essor économique, le Japon reste, malgré la crise de 1998 la deuxième puissance économique mondiale, après les Etats-Unis, et a pu afficher en 1999 et 2000, après les fortes pertes de 1998, un vol à haute altitude de l'indice Nikkei (marché des titres au Japon). Ce dernier a subi un nouveau coup d'arrêt à la fin de l'année 2000, montrant ainsi que la crise n'est pas encore finie au Japon. ⁵⁷

Quatre raisons majeures expliquent cette situation.

La première est le fort endettement du Japon. Les obligations cachées relatives aux retraites, les recettes en baisse et les pensions de retraite en augmentation devraient encore accentuer le problème dans les prochaines années. La dette publique est particulièrement lourde car la politique fiscale ne peut être utilisée comme instrument de régulation et un assainissement ne peut être entamé

⁵⁵ WING They Woo, *Ostasien : Krise und Erholung* (Asie orientale : Crise et redressement), www.kas.de, 19.03.2002, p. 103

⁵⁶ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie du Sud-Est après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), *Politik und Zeitgeschehen*, 37/38, 2000, p. 5

⁵⁷ *Neugeordneter Nikkei-Index erwischt guten Börsenstart* (L'indice Nikkei réorganisé prend un bon départ en bourse), *Die Welt*, 25.04.2000, p. 21

qu'après la fin de la crise économique pour ne pas, affaiblir plus encore l'économie avec des majorations d'impôts ou des réductions budgétaires.⁵⁸

La seconde raison est un reliquat de dettes anciennes qui pèsent lourdement sur le secteur financier. Son origine est une forte surévaluation des actions et de l'immobilier japonais dans les années quatre-vingt. La perte de valeur, dans les années quatre-vingt-dix, a contraint les banques japonaises. La baisse du cours des actions a accentué le problème car, au Japon, le capital actions fait partie intégrante du capital propre. Si les cours s'effondrent, certaines banques risquent de ne plus pouvoir respecter les exigences minimum en matière de capitaux propres. En 1990, l'indice du cours des actions était de 37 189 points. Au fil des ans, il s'est effondré pour s'établir le 11 septembre 2001 à moins de 10 000 points. En novembre 2002, l'indice a atteint son point le plus bas depuis 19 ans et on ne voit pas le bout du tunnel.⁵⁹

Le problème est encore accentué au Japon par cette cause supplémentaire qu'est la déflation, c'est-à-dire une baisse constante du niveau des prix (- 1,7 % en 2000, - 1,2 % en 2001). La déflation alourdit les dettes réelles et contribue ainsi à l'augmentation du surendettement du secteur bancaire et des budgets publics. La déflation freine aussi la croissance intérieure, car on attend toujours une baisse supplémentaire des prix au lieu de procéder à des investissements.

Enfin la léthargie politique joue un rôle crucial. Les partis politiques et le gouvernement japonais étaient, au cours des dernières années, surtout préoccupés à se maintenir au pouvoir. Un manque de conviction ou d'orientation dans la réalisation de réformes a pesé sur les budgets publics et a aggravé la crise économique. Même les mises en garde de l'OCDE n'ont pas été entendues. La population japonaise supporte cet état de fait avec une lassitude croissante vis-à-vis de la politique. Cependant, le parti au pouvoir (PDL) se maintient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.⁶⁰

Les propositions visant à endiguer la crise au Japon sont nombreuses, mais l'inaction grandissante de l'État japonais rend de plus en plus difficile de les

⁵⁸ DIETER Heribert, *Japan am Abgrund ?* (Le Japon au bord du gouffre ?), Stiftung Wissenschaft und Politik, 04/2002, p. 2-3

⁵⁹ Reportage de la ZDF (Chaîne de télévision allemande) du 27 novembre 2002.

⁶⁰ Op. cit., p. 3-4

mettre en œuvre. De même, la plupart des propositions sont liées à d'immenses dépenses publiques, et ne pourraient pas être réalisées compte tenu du niveau de surendettement déjà atteint. Le plus simple serait de recourir à une unique imposition du capital. Avec ces recettes, l'État pourrait se désendetter et avoir ainsi les mains à nouveau libres. Les ménages japonais sont sans conteste suffisamment riches pour pouvoir satisfaire à cette impôt unique. Mais il semble très peu probable que le gouvernement emprunte un chemin aussi impopulaire, d'autant que pour le citoyen japonais les effets de la crise sont à peine sensibles. Le gouvernement va plutôt tenter d'enrayer la crise par des moyens classiques, par la relance des exportations, ce qui se produira au détriment d'autres pays, asiatiques et nord-américain. Le Japon ne pourra pas ainsi justifier son hégémonie économique.⁶¹

Des pays comme les Etats-Unis ont déjà commencé à se protéger par des taxes douanières de cette forme d'exportation de la crise. Dans d'autres régions du monde, on n'est pas prêt à continuer d'accueillir les excédents d'exportation du Japon, d'autant que celui-ci dispose déjà d'un énorme excédent de sa balance commerciale et des services. Ainsi et malgré la sévérité de la crise, il reste le plus grand créancier du monde. En cas d'aggravation de la crise, il pourrait inciter le retour des capitaux à l'étranger et déclencher une crise semblable à celle de 1997.⁶²

La poursuite de la politique de « non-réforme » peut conduire à une grande dépression. Il est aussi dans le domaine du possible que le Japon perde en importance vis-à-vis d'autres nations et que, face à la Chine, il se retrouve dépassé économiquement et politiquement. Ce déclin rampant du Japon peut durer encore des années, sans que se produise un effondrement. Aujourd'hui le Japon représente pourtant un danger pour l'économie mondiale, en particulier pour les Etats-Unis, dépendant de la croissance économique et des capitaux japonais, ainsi que pour ses voisins asiatiques.

⁶¹ Op. cit., p. 4-5

⁶² Op. cit., p. 6

6.3 Perspectives

En analysant la crise, on constate un énorme besoin de réformes des marchés intérieurs, des institutions des différents pays, des organisations internationales et de l'architecture financière internationale.

La question du devenir de l'ASEAN reste posée. Sur le principe, une association forte constituerait un appui économique pour la région. Il serait alors possible de se protéger plus efficacement des influences intérieures et extérieures. Les États tels que Singapour, la Thaïlande et les Philippines se sont montrés favorables aux réformes qui permettraient un élargissement de leurs compétences économiques et politiques. Pourtant, cette évolution n'a pas à ce jour pu s'imposer. Les objectifs sont cependant clairement affichés dans les pays concernés. Marché commun, union monétaire, communauté de l'Est asiatique et aides régionales en liquidités sont au centre des négociations.⁶³ La réalisation de ces objectifs pourrait signifier le début d'un régionalisme est-asiatique, basé sur la coopération monétaire. Celle-ci pourrait ultérieurement évoluer vers un contrôle bancaire commun et, à plus long terme, vers une monnaie commune. Une volonté politique des pays concernés serait, en l'occurrence, décisive, mais elle ne semble pas être présente en raison du risque potentiellement élevé de conflits dans la région. La crise a toutefois rapproché les pays asiatiques les uns des autres.⁶⁴

De même, on observera dans quelle mesure le FMI aura tiré les enseignements de ses erreurs passées et prendra, à l'avenir des mesures adaptées qui correspondent effectivement aux besoins. Les États-Unis y ont une influence qui les porte à utiliser le FMI et la Banque mondiale comme leur instrument et à exercer ainsi une influence importante sur l'économie mondiale. Dans sa forme actuelle, le FMI est davantage le représentant des créanciers et donc une aide

⁶³ DIETER Heribert, *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), Politik und Zeitgeschehen, 37/38, 2000, p. 13

conditionnelle aux régions en difficultés. Une restructuration du FMI, comme l'exigent de nombreux États, devrait comprendre une participation plus importante des petits pays, le cas échéant des pays concernés, et davantage de possibilités de contrôle du Fonds. Il semble toutefois « très peu réaliste que ceux qui ont le plus de pouvoir au sein de la Banque mondiale et du FMI en cèdent un jour une partie ». ⁶⁵

Les « vieux dragons » (Taiwan, Hongkong) ont, eux aussi, été mis en difficulté au cours des derniers mois. Il est à redouter qu'un nouvel éclatement de la crise ne concerne également ces pays largement épargnés par la précédente. Leurs problèmes ne peuvent toutefois être comparés à la crise asiatique. Ces pays hautement développés doivent être comparés aux pays de l'Europe de l'Ouest. Le boom dans ces pays repose sur les technologies de pointe et les a inévitablement soumis à des difficultés, en raison de la brusque récession mondiale. Une délocalisation de la production, ainsi que la concentration sur la commercialisation, le cas échéant la créativité, sont ici des moyens de nature à lutter contre la crise. ⁶⁶

Le Japon devra gérer sa crise interne et en même temps, choisir de nouvelles orientations pour conserver à l'avenir sa place de leader économique dans la région. Les solutions qui s'offrent à lui vont d'un effort dans le secteur de l'écologie, lequel n'a pas encore fait l'objet d'attentions particulières en Asie, à un rôle précurseur dans la solution du problème démographique. La mise sur pied d'un Fonds monétaire sous sa houlette pourrait renforcer la position du Japon, d'autant qu'il est actuellement le deuxième contributeur pour le FMI, mais n'en tire pas de profit, si ce n'est qu'il y exerce une influence limitée. Ce qui reste décisif, c'est surtout la solution à apporter à ses propres problèmes et parmi ceux-là d'abord la lutte contre la déflation.

⁶⁴ Ibid., p. 13

⁶⁵ BAUCHMÜLLER Michael, *Viel Einfluss für wenige* (Beaucoup d'influence pour pas grand chose), *Süddeutsche Zeitung*, 05.10.2001, p. 3

⁶⁶ HOFFRITZ Jutta, *Fünf Jahre nach der Asienkrise: Die Opfer von damals haben sich erholt, jetzt zittern die Nachbarn* (Cinq après la crise asiatique : Les victimes d'alors ont récupéré, ce sont désormais les voisins qui tremblent.), *Finanzplatz Asien*, 11.09.2002, p.

Les répercussions qu'a eu le 11 septembre 2001 ne sont pas encore clarifiées, de même que la vague de terrorisme qui a également touché la région asiatique et maintenant l'Afrique. Les attentats contribuent fortement à la déstabilisation de la région et conduisent à une perte de confiance des investisseurs. Dans ce contexte, il faut aussi considérer la possibilité d'une récession significative de la région nord-américaine. Ceci ralentirait certainement la reprise des pays asiatiques. Après un sensible redressement américain au cours du 3^e trimestre 2002 et une stimulation de la croissance intérieure par une forte consommation,⁶⁷ la question se pose de savoir si cette tendance persistera et quand la consommation effrénée des Américains se fera sentir. Pour la région asiatique, les bonnes nouvelles en provenance des USA préfigurent un nouveau redressement dans leur propre région. En cas de dégradation de la situation au Japon et de répercussions plus fortes de la crise sur l'économie réelle, le plus grand créancier, à savoir le Japon, pourrait rapatrier ses capitaux et déclencher aux USA, son plus grand débiteur, une crise économique.

Les marchés financiers des différents pays doivent également mettre sur pied des instances de régulation et de contrôle, adapter leurs critères de comptabilité au standard international et produire leurs bilans annuels dans les délais requis et dans le volume nécessaire, pour favoriser la confiance et attirer à nouveau les capitaux étrangers dans leurs propres pays.⁶⁸

La crise asiatique a enfin mis en évidence les aspects négatifs de la dérégulation et de la libéralisation des marchés financiers, dans une globalisation sans cesse croissante. Des turbulences affectant les monnaies respectives se trouvent au centre de toutes les crises financières actuelles. A l'avenir, il sera nécessaire de repenser les contrôles et la transparence qui devront être instaurés afin d'éviter de futures crises.

⁶⁷ LESER Éric, *L'Amérique veut croire au redémarrage de son économie*, le Monde, 05.12.2002, p. 2

⁶⁸ WING They Woo, *Ostasien : Krise und Erholung* (Asie orientale : Crise et redressement), www.kas.de, 19.03.2002, p. 106

7 Conclusion

« Actuellement, les problèmes aigus de la crise asiatique peuvent être considérés comme surmontés. Cela prendra certes encore du temps avant qu'ils ne touchent partout à leur fin en raison du nombre de problèmes structurels manifestes»⁶⁹ De plus, la région a besoin d'une croissance économique forte, afin d'absorber la forte croissance démographique.

L'un des résultats importants de la crise asiatique réside certainement dans la nécessité de réformer le FMI. Il reste à attendre si cela sera suivi de faits. L'consentement des Etats-Unis est liée à une meilleure stabilité des systèmes financiers internationaux visant à prévenir les spéculations.

Il a également été prouvé qu'un système autoritaire ainsi qu'un modèle économique et social, fondé sur les valeurs asiatiques, ne concourut pas à une croissance économique. Toutefois, il a conduit au miracle économique asiatiques. Les exigences de la population portent sur plus de démocratie et basées entre autres aussi sur un niveau de formation de plus en plus élevé. Elles auront à long terme des répercussions positives sur le développement économique, ainsi que sur les conflits larvés dans L'Est et le Sud-Est asiatique.⁷⁰

Un régionalisme renforcé, une coopération renforcée et une « Union asiatique » selon le modèle européen, semblent certes encore utopique, mais des amorces sont perceptibles dans les pays concernés et souhaitables pour rétablir la stabilité.

« Vue sous cet angle, la crise asiatique pourrait ne pas être la fin, mais le véritable début d'un siècle asiatique. »⁷¹

⁶⁹ HEINZELMEIR Helmut, *Asien an der Schwelle zum 21. Jahrhundert* (L'Asie à la charnière du XXIe siècle), www.bundestag.de, p. 6

⁷⁰ GOETZE Oliver M.A., *Asiatische Werte in der Krise* (Les valeurs asiatiques dans la crise), *Verteidigungsanalysen* 06/99, p.8

⁷¹ DIETER Heribert, *Die Asienkrise* (La crise asiatique), Metropolis Verlag, Marbug, 1999, verso de l'ouvrage

8 Bibliographie

- Auswärtiges Amt* (Ministère fédéral des Affaires étrangères) *Die neuen Regionalkonzepte für Ostasien, Südostasien und Südasien* (Les nouveaux concepts régionaux pour l'Asie orientale, l'Asie du Sud-Est et l'Asie méridionale), www.bpb.de, mot clé : Asientag, 06/2002
- Auswärtiges Amt* (Ministère fédéral des Affaires étrangères) *Deutsche Asienpolitik im Rückblick* (Rétrospective de la politique asiatique de l'Allemagne), www.bpb.de, Deutsche Asienpolitik, 06/2002
- BÄNZINGER Andreas *Die zwei Gesichter der Globalisierung* (Les deux visages de la globalisation), Süddeutsche Zeitung, 12.09.2001
- BAUCHMÜLLER Michael *Viel Einfluss für wenige* (Beaucoup d'influence pour une minorité), Süddeutsche Zeitung, 05.10.2001
- BENETT Drew A. *Military Presence in Asia Is Key*, In : Proceedings/U.S.Naval Institute, 128 (2002), p. 57-60
- BERGER Thomas *Thailand vor der Wahl* (La Thaïlande devant un choix) www.uni-kassel.de, Junge Welt, 04. et 05.01.2001
- CHOSSUDOVSKY Michel *Der 11. September und die Folgen* (Le 11 septembre et ses conséquences), Global Brutal, 25.05.2002
- DIETER Heribert HIGGOT Richard *Verlierer Japan - Gewinner China?* (Perdant le Japon, gagnant la Chine ?), Internationale Politik 10/98, p. 45-52
- DIETER Heribert HIGGOT Richard *Exploring alternative theories of economic regionalism: From trade to finance in Asian co-operation*, In: www.csgr.org, 01/02
- DIETER Heribert *Die Asienkrise*. (La crise asiatique), Metropolis Verlag, Marburg 1999
- DIETER Heribert *Japan am Abgrund?* (Le Japon au bord du gouffre ?) Stiftung Wissenschaft und Politik, 04/2002, p. 1-8
- DIETER Heribert *Ostasien nach der Krise: Interne Reformen, neue Finanzarchitektur und monetärer Regionalismus* (L'Asie orientale après la crise : Réformes internes, nouvelle architecture financière et régionalisme monétaire), Politik und Zeitgeschehen, 37-38/2000

- HEWSON Robert *ASEAN Air Power*, In : www.airforcesmonthly.de, 03/2000, p. 36-49
- GOEDMENT François *Une paix asiatique est-elle possible sans architecture régionale ?*, *Politique Etrangère* 1/2001, p. 83-93
- GOETZE Oliver M.A. *Asiatische Werte in der Krise* (Les valeurs asiatiques dans la crise), *Sicherheitspolitik* 06/99, p. 1-8
- GOTTWALD
Jörn-Carsten
KIRCHBERGER
Sarah *Pragmatischer Realismus* (Réalisme pragmatique) *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 10/2001, p. 1230-1240
- HEINZELMEIR
Helmut *Asien an der Schwelle zum 21. Jahrhundert* (L'Asie à la charnière du XXIe siècle), www.bundestag.de
- HERR Hansjörg *Die Finanzkrise in Russland im Gefolge der Asienkrise*. (La crise financière en Russie suite à la crise asiatique), *Politik und Zeitgeschehen*, 37-38/2000
- HERRMANN
Wilfried A. *Auswirkungen der Finanzkrise auf die militärischen Modernisierungsprojekte in Ost- und Südostasien*. (Répercussions de la crise financière sur les projets de modernisation militaires en Asie de l'Est et du Sud-Est), *Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, 10/98, p. 1-6
- HERZ Wilfried *Wir helfen gerne* (Nous sommes prêts à aider), interview *Die Zeit* avec Horst Köhler, 05/2002
- HOFFRITZ Jutta *Fünf Jahre nach der Asienkrise: Die Opfer von damals haben sich erholt, jetzt zittern die Nachbarn* (L'Asie cinq ans après la crise : Les victimes d'alors ont récupéré, ce sont désormais les voisins qui tremblent), *Finanzplatz Asien*, 11/09/2002
- Auteur non connu *Mit Wachstum wird Armut am besten bekämpft* (C'est avec la croissance que l'on combat au mieux la pauvreté), interview *Die Welt* avec IWF-Manager Häusler, 19/03/2002
- Auteur non connu Interview Thailand aktuell et Dr. Paul Strunk, www.thaiaktuell.com, 01/07/2002
- Auteur non connu *Asien zeigt sich unbeeindruckt von der Schwäche in den USA* (L'Asie se montre indifférente à la faiblesse des USA), www.handelsblatt.com, 19/09/2002

- Auteur non connu *Indonesien Mitte 2001: Nach der Krise ist in der Krise ist vor der Krise* (L'Indonésie à la mi-2001: Après la crise, c'est dans la crise et avant la crise), www.umwaelzung.de/INDO2001.html, 21/05/2001
- International Monetary Fund*
Fonds monétaire international *Erholung von der Asienkrise* (Redressement de la crise asiatique), Der IWF-Stab, 06/2000
- KARASEK Manuel *Ein Sturm namens IWF* (Une tempête du nom de FMI) *Netzeitung Voice of Germany*, www.netzeitung.de, 13/05/2002
- KARASEK Manuel *Warten auf den nächsten Boom* (En attendant le prochain boom), *Netzeitung Voice of Germany*, www.netzeitung.de, 30/07/2002
- KÖPPINGER Peter *Südostasien-Partner Europas oder neuer Krisenherd?* (Partenaires du Sud-Est asiatique pour l'Europe ou nouveau foyer de crise ?), www.kas.de, 12/01, p. 72-86
- KOSCHATZKY Knut *Die ASEAN-Staaten zwischen Globalisierung und Regionalisierung* (Les États de l'ASEAN entre globalisation et régionalisation), *Geographische Rundschau* 12/97, p. 702-707
- KREFT Heinrich
SCHNEIDER
Hans-Peter *Außen- und sicherheitspolitische Auswirkungen der Asienkrise* (Répercussions de la crise asiatique en matière de politique étrangère et de sécurité), *Blätter für deutsche und internationale Politik* 10/98, p. 1191-1199
- KREFT Heinrich *Krisenkontinent Asien* (L'Asie continent en crise), *Internationale Politik*, 01/2000, p. 6-16
- KREFT Heinrich *Das asiatische Wunder in der Krise* (Le miracle asiatique en crise), *Politik und Zeitgeschehen* 48/98, p. 3-12
- LESER Eric *L'Amérique veut croire au redémarrage de son économie*. *Le Monde*, 05/12/2002, p. 2
- MANTZKE Martin *Dokumente zu den Entwicklungen in Asien* (Documents relatifs aux développements en Asie), *Internationale Politik*, 57/2002, p. 71-132

- MAUL Hanns W. *Asiatisierung Asiens? Teilprojekt: Politische Regionalisierungsprozesse in Ostasien-Pazifik: Manifestation kollektiver Identitäten oder Chimäre? (Asiatization de l'Asie ? Projet partiel : Processus de régionalisation politique dans l'Asie du Pacifique : Manifestation d'identités collectives ou chimère ?), Schlussbericht und Ergebnisse, 02/2000-01/2002*
- MILDNER Stormy
Quelle 11 *Die Reform der internationalen Finanzarchitektur (La réforme de l'architecture financière internationale), www.weltpolitik.net, 13/09/2001*
- MÖLLER Kai
SCHÜTT Niels *Südostasien 2001: Transformation, Kräftevergleich und Kooperation (L'Asie du Sud-Est en 2001 : Transformation, comparaison des forces et coopération), Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 05/2001*
- MÖLLERS Wolfgang *Asien nach dem Terroranschlag (L'Asie après l'attentat terroriste), www.kas.de, 10/2001, p. 4-19*
- POEHLS Claudia *Asienkrise – Wie kam es dazu? (La crise asiatique, comment en est-on arrivé là ?), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de, 01/99, p. 1-25*
- POHL Manfred *Japan und die Zukunft der ASEAN-Staaten (Le Japon et l'avenir des pays de l'ASEAN), Politik und Zeitgeschehen 48/98, p. 13-24*
- POHL Manfred *Japan auf dem Weg ins 21. Jahrhundert (Le Japon en route pour le XXIe siècle), Bundeszentrale für politische Bildung*
- POHL Manfred *Japans Rückkehr nach Asien (Japon, le retour vers l'Asie), Rissener Rundbrief 04/98. p. 37-44*
- PREISINGER-
MONLOUP
Madeleine *Der Yen im Jahr 2000 (Le yen en l'an 2000), Stiftung Wissenschaft und Politik 11/98, p. 1-60*
- RÜLAND Jürgen *Demokratisierung in Südostasien: die Asienkrise als Motor politischen Wandels? (Démocratisation en Asie du Sud-Est : La crise asiatique, moteur d'un virage politique ?), Zeitschrift für Politik, 1/2001, p. 1-23*
- SCHOETTLI Uli *Strategische Gewichtsverlagerung in Ostasien. (Transfert d'équilibre stratégique en Asie du Sud-Est), Neue Lürcher Zeitung, 04/03/1999, p. 3-4*

- SCHRÖFL Josef *Wirtschaftliche Entwicklung der VR China unter besonderer Berücksichtigung der Asienkrise* (Développement économique de la République populaire de Chine dans le contexte particulier de la crise asiatique), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de
- STOCKER Frank *Die asiatischen Tiger packen wieder zu* (Les * asiatiques remettent la main à la pâte), Die Welt, 07/04/2002
- UCHATIUS Wolfgang *Keiner sagt gern Unheil voraus* (Personne n'aime prédire le malheur), Interview Die Zeit et Victor Zarnowitz, 07/2002
- WING Theye Woo *Ostasien: Krise und Erholung* (Asie orientale : Crise et redressement), www.kas.de, 19/03/2002, p.85-108
- ZIMMERMANN
Thomas *Asienkrise - Ursachen und Lösungsansätze* (Crise asiatique : Causes et amorces de solutions), www.Hausarbeiten.Asienkrise.de, 09/99, p. 1-14

* NDT : L'auteur n'étant pas cité dans le texte, il ne peut être décidé s'il s'agit ici des "petits" tigres (dragons) ou les "nouveaux" (tigres) ou bien les deux.